

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

Pouvoir adjudicateur

L'État, par le biais de certains services et établissements publics constitués en groupement de commandes permanent par convention constitutive du 23 décembre 2021

Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA) et coordonnateur du groupement de commande

Monsieur le Préfet de la Réunion ou son représentant

Objet du marché

FOURNITURE D'UN SERVICE DE TELEPHONIE MOBILE

Le présent CCAP comporte 1 annexe : cahier des clauses sociales

SOMMAIRE

ARTICLE 1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE.....	4
1.1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE.....	4
1.2. MEMBRES DU GROUPEMENT.....	4
ARTICLE 2. TYPE D'ACCORD CADRE.....	5
2.1. DÉCOMPOSITION.....	5
2.2. ÉTENDUE DES BESOINS.....	5
ARTICLE 3. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	5
ARTICLE 4. DURÉE DE L'ACCORD-CADRE.....	6
4.1. DURÉE DE L'ACCORD CADRE.....	6
4.2. PÉRIODE DE TRANSITION.....	6
ARTICLE 5. CONDITIONS D'EXÉCUTION – DÉLAI D'EXÉCUTION.....	6
5.1. BONS DE COMMANDE.....	6
5.2. DURÉE D'EXÉCUTION DES BONS DE COMMANDES.....	6
5.3. DÉLAI D'EXÉCUTION.....	7
5.4. FORME ET NOTIFICATIONS DES INFORMATIONS.....	7
5.5. OBLIGATIONS DU SERVICE BÉNÉFICIAIRE.....	7
5.6. RESPONSABILITÉ DU TITULAIRE.....	7
5.7. REPRÉSENTATION DU TITULAIRE.....	7
5.8. SUIVI FINANCIER DE L'ATTEINTE DU MONTANT MAXIMUM DE L'ACCORD-CADRE.....	8
5.9. OBLIGATIONS FISCALES ET SOCIALES DROIT DU TRAVAIL.....	8
5.10. OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES.....	8
5.11. CHANGEMENT DE TITULAIRE.....	8
5.12. RÉUNIONS DE SUIVI DE LA PRESTATION.....	8
5.12.1. Revue de contrat.....	8
5.12.2. Bilan d'activité.....	8
5.12.3. Rapport d'exécution.....	9
ARTICLE 6. LIEU D'EXÉCUTION.....	9
6.1. LIEU D'EXÉCUTION POUR LA LIVRAISON.....	9
6.2. LIEU D'EXÉCUTION POUR LA COUVERTURE RÉSEAU.....	9
ARTICLE 7. OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION.....	9
7.1. VÉRIFICATIONS QUANTITATIVES ET QUALITATIVES.....	9
7.2. ADMISSION.....	9
7.3. AJOURNEMENT, RÉFACTION ET REJET.....	10
ARTICLE 8. PRIX – CONTENU – VARIATION.....	10
8.1. TYPE DE PRIX.....	10
8.2. CONTENU DES PRIX.....	10
8.3. VARIATION DES PRIX.....	10
8.4. CLAUSE BUTOIRE.....	10
ARTICLE 9. RÈGLEMENT DES COMPTES.....	11
9.1. MODALITÉS DE PAIEMENT.....	11
9.2. COMPTABLE ASSIGNATAIRE.....	11
9.3. MODALITÉS DE TRANSMISSION DES PIÈCES DE PAIEMENT.....	11
9.4. DÉLAI DE PAIEMENT – INTÉRÊT MORATOIRE.....	11
9.5. APPLICATION DE LA TAXE À LA VALEUR AJOUTÉE.....	12
9.6. PAIEMENT DIRECT DES SOUS-TRAITANTS.....	12
ARTICLE 10. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....	12
10.1. RETENUE DE GARANTIE.....	12

10.2. AVANCE.....	12
ARTICLE 11. QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS.....	13
ARTICLE 12. PÉNALITÉS.....	13
12.1. PÉNALITÉS POUR RETARD DE LIVRAISON.....	13
12.2. PÉNALITÉS POUR NON RESPECT DES CLAUSES SOCIALES.....	14
12.3. PÉNALITÉ POUR MANQUEMENT AUX OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES DU TITULAIRE.....	14
12.4. PÉNALITÉS EN CAS DE LIVRAISON NON CONFORME.....	15
12.5. PÉNALITÉ POUR NON RESPECT DE CONFIDENTIALITÉ.....	15
12.6. PÉNALITÉS LIÉES AU SUIVI FINANCIER DE L'ACCORD-CADRE.....	15
12.7. PÉNALITÉS POUR NON-RESPECT DE L'OBLIGATION FISCALES ET SOCIALES :.....	15
ARTICLE 13. MESURES DE PROTECTION.....	15
ARTICLE 14. OBLIGATION À L'ISSUE DE L'ACCORD-CADRE.....	15
14.1. CLAUSE DE TRANSFÉRABILITÉ.....	15
ARTICLE 15. RÉSILIATION.....	16
15.1.1. Exécution aux frais et risques du titulaire.....	16
ARTICLE 16. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	16
16.1. MESURES D'ORDRE SOCIAL - APPLICATION DE LA RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL.....	16
16.2. DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS D'INTERVENANTS ÉTRANGERS OU DE TRAVAILLEURS DÉTACHÉS.....	17
16.2.1. Intervenants étrangers.....	17
16.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales.....	17
16.2.3. Désignation de sous-traitants en cours de marché.....	18
16.3. ASSURANCES.....	18
16.4. NORMES – RÈGLEMENTS – AGRÈMENTS.....	18
16.5. CLAUSES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES.....	18
16.5.1. Clauses sociales.....	18
16.5.2. Clauses environnementales.....	18
ARTICLE 17. SOUS-TRAITANCE.....	21
ARTICLE 18. CLAUSE DE RÉEXAMEN.....	21
18.1. IMPRÉVISION ET CIRCONSTANCES IMPRÉVUES.....	22
18.2. MODALITÉS DE POURSUITE DU CONTRAT.....	22
18.3. MODALITÉS DE SUSPENSION DU CONTRAT.....	23
ARTICLE 19. CLAUSE DE PROGRÈS.....	23
ARTICLE 20. RGPD.....	23
20.1. PRÉCISIONS TERMINOLOGIQUES.....	23
20.2. DESCRIPTION DU TRAITEMENT DE DONNÉES À CARACTÈRES PERSONNEL.....	23
20.3. OBLIGATIONS DU TITULAIRE VIS-À-VIS DE L'ACHETEUR (ARTICLE 28.3 DU RGPD).....	24
20.3.1. Confidentialité et secret des affaires.....	24
20.4. SOUS-TRAITANCE DES ACTIVITÉS DE TRAITEMENT (ARTICLES 28.2 ET 28.4 DU RGPD).....	25
20.5. DROIT D'INFORMATION ET EXERCICE DES PERSONNES CONCERNÉES PAR LE TRAITEMENT (ARTICLES 13 À 15 DU RGPD).....	25
20.6. NOTIFICATION DES VIOLATIONS DE DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL (ARTICLE 33 DU RGPD).....	25
20.7. AIDE DU TITULAIRE DANS LE CADRE DU RESPECT PAR L'ACHETEUR DE SES OBLIGATIONS.....	26
20.8. MESURES DE SÉCURITÉ.....	26
20.9. SORT DES DONNÉES (ARTICLE 28.3.G DU RGPD).....	26
20.10. DÉLÉGUÉ À LA PROTECTION DES DONNÉES (ARTICLES 37 À 39 DU RGPD).....	26
20.11. REGISTRE DES ACTIVITÉS DE TRAITEMENT (ARTICLE 30 DU RGPD).....	26
20.12. DOCUMENTATION (ARTICLE 28.3.H DU RGPD).....	27
20.13. OBLIGATIONS DE L'ACHETEUR VIS-À-VIS DU TITULAIRE.....	27
ARTICLE 21. RÉALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES.....	27
ARTICLE 22. RÈGLEMENT DES LITIGES.....	27
ARTICLE 23. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	27

ARTICLE 1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE

1.1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre a pour objet de définir les conditions administratives, financières et techniques dans lesquelles sont exécutées les prestations de téléphonie mobile, comprenant :

- les abonnements,
- les communications,
- les services associés,
- les prestations de support relatives à la supervision de la flotte,
- l'achat de terminaux, d'accessoires, d'équipements data, etc.,
- la formation du personnel.

La description des services et leurs spécifications techniques sont précisées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)..

Les prestations font l'objet d'accords-cadres à bons de commande conformément aux dispositions des articles L.2125-1 1° et R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du code de la commande publique.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

1.2. MEMBRES DU GROUPEMENT

Les membres du groupement sont les services déconcentrés et établissements publics administratifs de l'État suivants :

- 1) Le secrétariat général commun de la Réunion agissant pour le compte des services suivants :
 - La préfecture et les sous-préfectures à La Réunion,
 - La direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DEAL),
 - La direction de la mer du sud de l'océan Indien (DMS-OI),
 - La direction des affaires culturelles de La Réunion (DAC),
 - La direction de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DAAF),
 - La direction départementale de l'emploi, du travail et la solidarité (DDETS)
- 2) Le secrétariat général pour l'administration de la police (SGAP),
- 3) La direction territoriale de la police nationale (DTPN),
- 4) L'antenne RAID de La Réunion
- 5) Le MININT974
- 6) La direction régionale des douanes et droits indirects de La Réunion (DRDDI),
- 7) L'agence régionale de santé La Réunion (ARS La Réunion),
- 8) La Direction Générale de l'Avion Civile :
 - La direction de la sécurité de l'aviation civile service océan Indien (DSAC OI)
 - Le service de la navigation aérienne Océan Indien (SNA OI)
 - Le Service national d'ingénierie aéroportuaire Océan Indien (SNIA OI)
 - Le Secrétariat inter-régional océan Indien (SIR OI)
- 9) Le rectorat de l'académie de La Réunion,
- 10) La direction régionale des finances publiques (DRFIP),
- 11) La direction territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse (DTPJJ),
- 12) Établissements pénitentiaires :
 - Le centre de détention du Port,
 - La maison d'arrêt de Saint Pierre,
 - Le service pénitentiaire d'insertion et de probation de la Réunion (SPIP),,
 - Le Centre pénitentiaire de Saint-Denis
- 13) Les services judiciaires, cour d'appel de Saint-Denis,
- 14) Le tribunal administratif de La Réunion,
- 15) Le régiment du service militaire adapté à La Réunion (RSMA R),
- 16) Le parc national de La Réunion,
- 17) La direction régionale de l'institut national de la statistique et des études économiques de La Réunion-Mayotte (INSEE),
- 18) L'Agence de services et de paiement (ASP),
- 19) L'Observatoire volcanologique du piton de la Fournaise (OVPF),
- 20) Secrétariat général du Ministère de la Justice.

ARTICLE 2. TYPE D'ACCORD CADRE

2.1. DÉCOMPOSITION

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches. Le besoin homogène de services n'est pas alloti. Le Pouvoir Adjudicataire recourt à un marché global (non alloti) car l'exécution des prestations ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

2.2. ÉTENDUE DES BESOINS

L'accord-cadre est mono-attributaire.

L'accord-cadre est exécuté par l'émission de bons de commande.

L'accord-cadre est conclu à prix unitaires, avec un montant maximum de 3 000 000,00 € HT pour toute la durée du marché.

Le nombre indicatif de lignes est évalué à environ 5296.

ARTICLE 3. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- **L'acte d'engagement et ses annexes**, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi (daté et signé par les représentants habilités des parties).;
 - l'annexe 1 de l'AE : La liste des prix (BPU et Scénario de commande (factures fictives))
 - l'annexe 2 de l'AE : engagement à l'action d'insertion
 - les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché
 - les avenants postérieurs à la notification du marché
- Le présent **Cahier des Clauses Administratives Particulières** (CCAP) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi et son annexe 1 : cahier des clauses sociales ;
- Le **Cahier des Clauses Administratives Générales** (CCAG) applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (NOR ECOM2106875A) ;
- Le **Cahier des Clauses Techniques Particulières** (CCTP) et ses annexes dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
 - l'annexe 1 du CCTP - Cadre de réponses - Critères Obligatoires
 - l'annexe 2 du CCTP - Cadre de réponses - Critères Qualifiants
 - l'annexe 3 du CCTP : Le mémoire technique
 - l'annexe 4 du CCTP : Le catalogue du fournisseur
- L'ensemble des précisions apportées au cours de la consultation, le cas échéant ;
- La mise au point, le cas échéant ;
- Les bons de commandes passés sur la base de cet accord-cadre ;
- L'offre technique du titulaire

En cas de contradiction entre les pièces constitutives du contrat, elles prévalent dans l'ordre de priorité énuméré ci-dessus.

Les stipulations des mémoires techniques ne sont pas opposables au pouvoir adjudicateur et constituent des engagements unilatéraux du titulaire. Toute clause des mémoires techniques contraire aux stipulations des autres pièces contractuelles est réputée non écrite.

Les conditions générales de vente du Titulaire, même imposées habituellement à sa clientèle publique ou privée que ce soit par l'insertion d'imprimés particuliers, de documents annexes ou par tout autre moyen, ne s'appliquent en aucun cas à l'accord-cadre.

ARTICLE 4. DURÉE DE L'ACCORD-CADRE

4.1. DURÉE DE L'ACCORD CADRE

L'accord-cadre conclu pour une durée ferme de 48 mois. La durée de l'accord-cadre court à compter de sa date de notification. L'accord-cadre ne fait l'objet d'aucune reconduction.

4.2. PÉRIODE DE TRANSITION

La période de transition est la période pendant laquelle le pouvoir adjudicateur procède au transfert de la responsabilité technique des fonctions exécutées par un tiers prestataire, dont le contrat arrive à échéance, au titulaire du nouveau contrat.

La période de transition a une durée maximale de deux (2) mois. Cette période débute après notification du marché prévue. Pendant la période de transition, le titulaire procède à la migration des services en cours d'exécution pour le pouvoir adjudicateur vers des services rendus par lui suivant un calendrier de déploiement qu'il communiquera au service du coordonnateur du groupement dans un délai de 15 jours.

Pour l'élaboration du calendrier de déploiement et pendant la période de transfert, le titulaire entrant travaillera en lien avec le titulaire sortant et veillera à ce que les opérations soient exécutées dans les règles de l'art, en respectant le calendrier de déploiement, sans désagréments pour les utilisateurs.

ARTICLE 5. CONDITIONS D'EXÉCUTION – DÉLAI D'EXÉCUTION

5.1. BONS DE COMMANDE

L'accord-cadre s'exécute par bons de commande, l'émission de ceux-ci ne pouvant se faire que pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

Les bons de commande sont notifiés au titulaire par voie électronique, puis exécutés et ordonnancés par chaque membre du groupement, sous leur seule responsabilité, au fur et à mesure de la survenance de leur besoin. En cas de commandes transmises par moyens informatiques (portail sécurisé ou courriel), le titulaire doit systématiquement envoyer par retour de mail un accusé de réception de la commande.

Le point de départ du délai d'exécution du bon de commande est la date de sa notification.

Conformément à l'article 13.1.2 du CCAG TIC, le bon de commande prend effet à sa notification au titulaire.

Le bon de commande précisera les informations suivantes :

- numéro et la date de la commande ;
- adresse de facturation ;
- nom du titulaire ;
- nom du service prescripteur ;
- date de livraison ;
- nature et la description des prestations à réaliser ;
- délais d'exécution ;
- conditions d'exécution (lieu(x) de livraison, date de livraison et amplitude horaire de réception) ;
- montant du bon de commande hors taxes et toutes taxes comprises ;
- délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

5.2. DURÉE D'EXÉCUTION DES BONS DE COMMANDES

Les bons de commande peuvent être notifiés jusqu'au dernier jour de la période de validité de l'accord-cadre, quelle que soit la durée d'exécution des prestations commandées, sans que celle-ci ne puisse excéder de plus de six (6) mois la date de fin de validité de l'accord-cadre.

Cette durée d'exécution des prestations commandées au-delà de la fin de validité de l'accord-cadre s'explique par une durée de migration plus longue de certains bénéficiaires du fait de leurs volumes d'abonnements.

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

5.3. DÉLAI D'EXÉCUTION

Les délais d'exécution sont précisés dans le CCTP et sont fixés ou doivent être compris en jours ouvrés (du lundi au vendredi) et en jours calendaires (du lundi au dimanche, jours fériés inclus).

Les heures ouvrables ainsi que les modalités de livraison pouvant différer d'un membre du groupement à l'autre, celles-ci sont précisées par chaque membre du groupement.

Les équipements (terminaux, clés, etc.) seront livrés à l'adresse figurant sur le bon de commande, accompagnées de leurs documentations.

Les livraisons de matériels donneront lieu à l'établissement d'un bon de livraison signé par le réceptionnaire dûment désigné par le membre du groupement concerné.

5.4. FORME ET NOTIFICATIONS DES INFORMATIONS

La notification des décisions, observations, ou informations qui font courir un délai est faite par le biais du profil d'acheteur ou à l'adresse électronique des parties, mentionnée dans les documents particuliers du marché.

En cas de groupement, la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

5.5. OBLIGATIONS DU SERVICE BÉNÉFICIAIRE

Dès la notification du marché, le service bénéficiaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au titulaire dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le service bénéficiaire.

5.6. RESPONSABILITÉ DU TITULAIRE

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation de l'accord-cadre mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire est tenu à :

- une obligation de moyens au titre de l'ensemble des prestations prévues dans le cadre du présent accord-cadre dès lors qu'il n'est pas fait référence à des objectifs quantifiés ;
- une obligation de résultat relativement aux délais et performances à respecter ;
- une obligation d'information et de conseil dans le cadre de sa mission, le titulaire de l'accord-cadre informe l'acheteur et les bénéficiaires de toute évolution législative et réglementaire ayant des répercussions sur les prestations objet du présent accord-cadre.

Le titulaire reconnaît avoir pris connaissance de l'ensemble de ses obligations vis-à-vis de l'administration.

Si le résultat n'est pas atteint, il s'engage à mettre en œuvre tous les moyens supplémentaires, à ses frais et sans augmentation des prix à l'acte d'engagement, pour l'exécution d'une prestation conforme. Il ne pourra invoquer au cours de l'exécution du marché sa méconnaissance de telle ou telle caractéristique pour réclamer des suppléments au moment de l'intervention.

5.7. REPRÉSENTATION DU TITULAIRE

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'acheteur (SIAP et services bénéficiaires) pour les besoins de l'exécution du présent marché.

Ces interlocuteurs sont désignés dans l'offre du titulaire.

Ce représentant est réputé disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au service bénéficiaire dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire. Le remplacement temporaire ou définitif (maladie, départ de l'entreprise, etc.) de cet interlocuteur doit

être immédiatement notifié aux bénéficiaires du marché. Le remplaçant doit correspondre à un profil au moins équivalent.

Le titulaire a une parfaite connaissance de l'ensemble des pièces contractuelles du marché, qu'il s'agisse de documents à caractère technique ou administratif. En cas de non-respect par le titulaire d'une quelconque de ses obligations contractuelles, l'acheteur se réserve la possibilité de résilier le marché selon les modalités prévues à l'article 15 du présent document.

5.8. SUIVI FINANCIER DE L'ATTEINTE DU MONTANT MAXIMUM DE L'ACCORD-CADRE

Afin de permettre à l'acheteur de suivre l'exécution financière du présent accord-cadre, le titulaire est tenu d'alerter l'acheteur lorsque les consommations atteignent 75 % du montant maximal du marché.

5.9. OBLIGATIONS FISCALES ET SOCIALES DROIT DU TRAVAIL

Tous les six mois, et jusqu'à la fin de l'exécution du marché, le titulaire de l'accord-cadre s'acquiesce spontanément auprès du représentant de l'acheteur des formalités mentionnées aux articles D. 8222-5, D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail relative aux obligations mentionnées aux articles L. 8221-3 à L.8221-5.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne, e-attestation, mise à disposition gratuitement à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

En cas de changement de plateforme pendant la durée du marché, l'acheteur en informe le titulaire.

Après mise en demeure restée infructueuse, des pénalités peuvent être appliquées au titulaire comme précisé à l'article 12 du CCAP.

A défaut, le marché sera susceptible d'être résilié à ses torts.

5.10. OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au coordonnateur du groupement de commandes (SIAP) les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager,
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité,
- à sa raison sociale ou à sa dénomination,
- à son adresse ou à son siège social,
- à ses coordonnées bancaires,
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur toutes les modifications importantes concernant le fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché à l'adresse sgc-siap@reunion.gouv.fr

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

5.11. CHANGEMENT DE TITULAIRE

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait suite à une opération de restructuration, le marché peut être modifié par avenant de transfert, à une triple condition :

- que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles,
- que cette cession ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le marché aux obligations de publicité et de mise en concurrence,
- que le nouveau titulaire remplisse les conditions qui avaient été fixées par l'acheteur pour la participation à la procédure de passation du marché initial.

5.12. RÉUNIONS DE SUIVI DE LA PRESTATION

5.12.1. Revue de contrat

Une réunion de revue de contrat annuelle est organisée par le SGC-SIAP. En vue de l'organisation de cette réunion, le titulaire doit communiquer les documents ci-dessous, **dans les deux semaines** qui suivent la date anniversaire du début d'exécution de l'accord-cadre, à l'exception de la dernière année d'exécution pour laquelle les documents doivent être transmis **deux semaines** avant ladite date anniversaire.

5.12.2. Bilan d'activité

Un bilan d'activité (quantitatif et qualitatif) à destination du SIAP (SGC) comportant à minima les informations suivantes :

1 – Le bilan du marché pour chaque administration, comportant :

- * les noms et adresses des services bénéficiaires ;
- * la quantité et les montants dépensés pour chaque formule ;
- * la quantité et les montants dépensés pour les SMS et MMS ;
- * la quantité et les montants pour les interventions techniques en boutique ;
- * le montant de la remise mensuelle sur l'ensemble des prestations de communication ;
- * le montant de l'enveloppe annuelle ;
- * la quantité et le montant dépensé pour l'achat des terminaux (par type, marque, gamme)
- * les avenants réalisés sur la base de l'accord-cadre de la période concernée ainsi que le montant de chaque avenant ;
- * un état des pénalités appliquées par les services bénéficiaires.

2 – Un bilan d'exécution des prestations comportant :

- * le montant total dépensé par administration ;
- * les documents objet de litiges émis par les services bénéficiaires (factures rejetées, bons de commandes non honorés, ...) ;
- * les demandes particulières émises par les services bénéficiaires ;
- * tout incident constaté sur l'année d'exécution et toute piste d'amélioration envisagée pour l'année à venir.

Ce bilan d'activité, présenté sous forme de diapositives synthétiques, sera commenté par le titulaire à l'occasion de la revue de contrat annuelle.

5.12.3. Rapport d'exécution

À la demande d'un service bénéficiaire, le titulaire doit adresser le rapport annuel d'exécution comportant les éléments listés ci-après dans un délai d'un mois à compter de la date de la demande dudit service. Cette demande doit intervenir dans les 2 semaines qui suivent la date anniversaire du début d'exécution de l'accord cadre.

- * les terminaux commandés (type, marque, gamme) ;
- * un état des abonnements ;
- * les montants dépensés.

Tout document présentant un niveau de renseignement insatisfaisant au regard des dispositions prévues au présent contrat, précisant le contenu a minima des données, ne saurait être considéré comme recevable par l'administration et ouvrira droit à l'application des pénalités pour manquement aux obligations administratives du titulaire.

ARTICLE 6. LIEU D'EXÉCUTION

6.1. LIEU D'EXÉCUTION POUR LA LIVRAISON

Le lieu d'exécution des prestations doit s'entendre comme une adresse de livraison du matériel (terminaux, accessoires, etc.) ou de livraison des cartes SIM. Les livraisons seront réalisées à La Réunion.

6.2. LIEU D'EXÉCUTION POUR LA COUVERTURE RÉSEAU

La couverture géographique attendue à partir et vers les terminaux mobiles est : locale, régionale, zone océan indien, nationale, européenne, et internationale.

ARTICLE 7. OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION

7.1. VÉRIFICATIONS QUANTITATIVES ET QUALITATIVES

Les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution du service conformément aux articles 31 et 32 du CCAG TIC.

7.2. ADMISSION

Les dispositions des articles 32, 33 et 34 du CCAG TIC sont seules applicables.

7.3. AJOURNEMENT, RÉFACTION ET REJET

Les dispositions des articles 34.2 à 34.5 du CCAG TIC sont seules applicables.

En cas de non-conformité aux clauses du marché, le membre du groupement bénéficiaire pourra procéder à l'ajournement ou au rejet du matériel ou de la prestation, ou prononcer une réfaction sur les prix de la prestation ou du matériel. Cette réfaction sera appliquée sur le prix en cas de défauts mineurs n'entraînant pas le rejet. En cas de rejet, le remplacement du matériel devra intervenir dans les délais prévus dans le CCTP.

ARTICLE 8. PRIX – CONTENU – VARIATION**8.1. TYPE DE PRIX**

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans la liste des prix. Les prix sont réputés complets.

Pour les prix absents de cette liste, par application, aux quantités réalisées, des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans le tarif constitué par le catalogue du fournisseur affectés de rabais et/ou majoration(s) indiqué(s) à l'article 2 de l'acte d'engagement.

Le titulaire s'engage, en outre, à faire profiter le pouvoir adjudicateur des rabais exceptionnels consentis dans le cadre d'actions promotionnelles.

8.2. CONTENU DES PRIX

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les coûts de fabrication, de traitement administratif, de conditionnement, d'emballage, de manutention et de stockage, d'assurance, de transport et de livraison incluant les frais de douane, de taxes à l'importation (octroi de mer et taxes additionnelles en particulier), des notices d'utilisation, de garantie et de service après-vente (y compris les services d'outils de pilotage de la maintenance « portail » et d'extranet).

L'écotaxe est applicable aux matériels qui y sont affectés conformément à la réglementation en vigueur. Elle est distincte du prix unitaire porté sur les annexes financières.

Aucune indemnité ne sera accordée au titulaire du fait des sujétions ou contraintes rencontrées en cours d'exécution de l'accord cadre.

Le titulaire est donc réputé préalablement à la remise de son offre avoir apprécié exactement l'importance et la particularité des prestations et les conditions d'exécution.

Le titulaire s'engage à remettre sans supplément de prix au pouvoir adjudicateur, et notamment au service du coordonnateur du groupement de commandes, tout nouveau catalogue édité et distribué auprès du public dès sa sortie officielle, au plus tard dans le délai prévu dans le CCTP, le nouveau catalogue se substituant au précédent.

8.3. VARIATION DES PRIX

Par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG TIC, les prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois de juillet 2025.

Les prix sont révisables annuellement par référence aux tarifs appliqués par l'opérateur à l'ensemble de sa clientèle, selon une périodicité qui ne peut être inférieure à l'année, à l'issue de chaque période de validité.

Le titulaire du marché s'engage à faire parvenir au service du coordonnateur désigné, par voie électronique, son nouveau tarif (ou barème) avec un préavis d'un mois avant la date prévue pour l'application de l'ajustement.

Les prix pourront être revus à la hausse comme à la baisse conformément aux barèmes de l'opérateur.

8.4. CLAUSE BUTOIRE

L'évolution des prix de règlement résultant de la révision des prix est limitée à une augmentation maximum de 3% (trois pour cent) par an.

ARTICLE 9. RÈGLEMENT DES COMPTES

9.1. MODALITÉS DE PAIEMENT

Le paiement s'effectue selon deux types de modalité :

- ◆ le paiement des consommations et des frais de mise en service incluant l'éventuelle fourniture de nouveaux équipements s'effectue à la mise en service et **à terme échu**,
- ◆ le paiement des abonnements peut être effectué **à échoir**.
- ◆ pour l'acquisition de terminaux et les prestations ponctuelles, le titulaire établit une facture au prononcé de l'admission par l'administration.

Pour le calcul d'un prix prorata temporis, il est entendu que, le tarif d'un mois incomplet se calcule conformément à la formule suivante : $\text{tarif mensuel} \times (\text{nombre de jours restant à courir jusqu'à l'échéance du mois} / \text{nombre de jours du mois})$.

9.2. COMPTABLE ASSIGNATAIRE

La personne habilitée à donner les renseignements prévus à R.2191-46 du code de la commande publique est le préfet de La Réunion et plus précisément le service du coordonnateur du groupement de commandes dont les coordonnées figurent en page de garde du présent CCAP.

Chaque membre du groupement règle ses commandes sur ses propres deniers. De ce fait, le titulaire doit veiller à adresser ses demandes de paiements aux services concernés par les commandes.

9.3. MODALITÉS DE TRANSMISSION DES PIÈCES DE PAIEMENT

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L. 2192-1 à L. 2192-7 du code de la commande publique, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter les mentions prévues à l'article D. 2192-2 du code de la commande publique ainsi que :

- Le numéro de marché
- Le numéro de SIRET de l'État
- Le code du service exécutant de la dépense « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché »
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ».
- identification du titulaire (dénomination sociale de la société et numéro SIRET),
- libellés de prestations conformes aux libellés utilisés dans le dossier de consultation, ou à défaut un tableau de correspondance synthétique,
- prix conformes aux annexes financières incluant notamment :
- le détail des abonnements, forfaits et les services,
- les consommations téléphoniques (temps réel et temps facturé),
- le montant des communications SMS et MMS,
- les consommations de transmission de données au-delà des forfaits
- la date d'émission de la facture,
- la période concernée,
- un numéro d'identifiant unique de la facture,
- le montant total à payer, HT et TTC,
- le taux de TVA appliqué et le montant

9.4. DÉLAI DE PAIEMENT – INTÉRÊT MORATOIRE

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du code de la commande publique, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

9.5. APPLICATION DE LA TAXE À LA VALEUR AJOUTÉE

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le maître de l'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le pouvoir adjudicateur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (auto-liquidation) ;
- le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par le maître de l'ouvrage. Le maître d'ouvrage règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

9.6. PAIEMENT DIRECT DES SOUS-TRAITANTS

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles R. 2193-10 à R. 2193-16 du code de la commande publique complétée par les stipulations suivantes :

- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au pouvoir adjudicateur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

ARTICLE 10. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

10.1. RETENUE DE GARANTIE

Sans objet.

10.2. AVANCE

Sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial HT du bon de commande est supérieur à 50 000 € et sa durée d'exécution supérieure à deux mois. Elle n'est due que sur la base du montant des bons de commande diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du code de la commande publique, à un pourcentage du montant initial TTC du bon de commande si sa durée,

exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à ce même pourcentage de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Le pourcentage est fixé à 30 % pour les PME et 5 % pour les autres.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 9.4 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du bon de commande.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du bon de commande atteint 65 % du montant initial TTC du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %. Si le taux de l'avance appliqué est supérieur ou égal à 20 %, le seuil de déclenchement du remboursement de l'avance est abaissé à 50 %.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Si le marché est passé avec des **titulaires groupés conjoints**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément aux articles L. 2191-2 et L. 2191-3 et R. 2191-3 à R. 2191-12 du code de la commande publique, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le sous-traitant peut présenter au pouvoir adjudicateur sa demande d'avance. Il joint à cette demande une attestation du titulaire, indiquant, par dérogation à l'article 11.1 du CCAG TIC, le montant des prestations qu'il doit exécuter ainsi que leur durée d'exécution exprimée en mois.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le RPA. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

ARTICLE 11. QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au pouvoir adjudicateur avec tous les documents justificatifs, dans les **30 jours** qui suivent la notification du marché.

ARTICLE 12. PÉNALITÉS

Le non-respect des engagements contractuels peut donner lieu à l'application de pénalités cumulables, sans mise en demeure.

Les pénalités prévues ci-dessous seront déduites des sommes dues au Titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG TIC, le titulaire n'est pas exonéré d'aucune pénalité.

12.1. PÉNALITÉS POUR RETARD DE LIVRAISON

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG TIC, le membre du groupement constatant un retard se réserve la possibilité d'appliquer – sans mise en demeure – les pénalités suivantes :

- Le titulaire livrera les cartes SIM dans un délai de **3 semaines** à compter de la notification de chaque bon de commande des membres du groupement. Si ce délai n'est pas respecté la pénalité sera de **10 € HT** par jour de retard et par carte SIM.

- Le titulaire livrera les terminaux, les routeurs et accessoires dans un délai de **3 semaines** à compter de la notification de chaque bon de commande des membres du groupement. Si ce délai n'est pas respecté la pénalité sera de **10 € HT** par jour de retard.
- Le titulaire remplacera ou réparera les terminaux défectueux encore sous garantie dans un délai de **5 jours ouvrés** à compter de la demande. Si ce délai n'est pas respecté la pénalité sera de **15 € HT** par jour de retard.
- Le titulaire s'engage à fournir des lignes supplémentaires, du fait d'événements exceptionnels, dans un délai maximum de **1 jour calendaire**, sans durée d'engagement. Si ce délai n'est pas respecté la pénalité sera de **5 € HT** par jour de retard et par ligne.
- Le titulaire devra mettre en place les moyens techniques nécessaires et pérennes afin d'assurer une couverture voix et data minimum en 3G si l'enceinte d'un site de l'administration situé à La Réunion présente un défaut de couverture dans un délai de **2 mois** à compter de la demande de l'administration. Si ce délai n'est pas respecté la pénalité sera de **50 € HT** par jour de retard.
- Le titulaire devra assurer la continuité du service dans un délai inférieur ou égal à **3 jours calendaires** en cas de défaillance technique sur une zone géographique de La Réunion. Si ce délai n'est pas respecté la pénalité sera de **500 € HT** par jour de retard.
- En cas de retard dans la communication de l'état de consommation, le titulaire encourt une pénalité de 50 € HT par jour calendaire de retard. La durée prise en compte pour l'application de cette pénalité débute à la date de la relance par le service bénéficiaire jusqu'à la date effective de remise des documents par le titulaire.
- En cas de non-respect de la période de transition (durée maximale de deux (2) mois) pendant laquelle le pouvoir adjudicateur procède au transfert de la responsabilité technique des fonctions exécutées par un tiers prestataire, dont le contrat arrive à échéance, au titulaire du nouveau contrat, le titulaire encourt une pénalité de **5 € HT** par ligne et par jour de retard.

12.2. PÉNALITÉS POUR NON RESPECT DES CLAUSES SOCIALES

Par dérogation à l'article 16.1.5 du CCAG TIC, les pénalités suivantes seront appliquées par le (ou les) membre(s) du groupement pour non-respect de la clause sociale d'insertion :

- En cas de non-respect des obligations relatives à l'insertion, imputable au titulaire du marché, celui-ci se voit appliquer, à la fin du marché, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire d'un montant de **50 euros** par heure d'insertion non réalisée.
- En cas de non-transmission, ou transmission partielle, ou retard de transmission des documents et attestations propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action d'insertion professionnelle, le titulaire subit une pénalité forfaitaire d'un montant de **100 euros** par jour de retard à compter de la mise en demeure par le maître d'ouvrage.
- L'absence de transmission des modalités opérationnelles d'exécution des heures d'insertion et du calendrier prévisionnel de mise en œuvre sera sanctionné par une pénalité forfaitaire d'un montant de **100 euros** par jour de retard, à compter de la mise en demeure par le maître d'ouvrage.

Par ailleurs en cas de manquements répétés manifestant une volonté de ne pas respecter les obligations sociales, l'acheteur, représenté par le SGC-SIAP, peut aussi résilier le marché aux torts exclusifs du titulaire.

12.3. PÉNALITÉ POUR MANQUEMENT AUX OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES DU TITULAIRE

- En cas de retard dans la transmission du bilan d'activité et du rapport annuel d'activité, le titulaire se verra appliquer une pénalité de 50 euros HT par jour de retard constaté.

12.4. PÉNALITÉS EN CAS DE LIVRAISON NON CONFORME

- En cas de livraison d'articles non conformes aux exigences du présent marché, en particulier les terminaux et accessoires comportant des biens issus du réemploi ou de la réutilisation ou intégrant des matières recyclées, le titulaire se verra appliquer une pénalité forfaitaire fixée à 100 euros HT par livraison non conforme.

12.5. PÉNALITÉ POUR NON RESPECT DE CONFIDENTIALITÉ

- En cas de non-respect de la réglementation RGPD défini à l'article 19 du présent CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 100 € HT.

12.6. PÉNALITÉS LIÉES AU SUIVI FINANCIER DE L'ACCORD-CADRE

- En cas de manquement du titulaire à son obligation de prévenir l'acheteur lorsque les consommations atteignent 75 % des valeurs maximales indiquées dans les documents de la consultation, il est appliqué une pénalité forfaitaire de **1 000 € HT** dès le constat de cette omission.

12.7. PÉNALITÉS POUR NON-RESPECT DE L'OBLIGATION FISCALES ET SOCIALES :

Une pénalité peut être appliquée au titulaire, s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail, dans les conditions suivantes :

- le montant des pénalités est égal, au plus, à 10% du montant du contrat ;
- le montant des pénalités ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte, le cocontractant n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, le coordonnateur du groupement peut soit appliquer les pénalités contractuelles, soit rompre le contrat, sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 13. MESURES DE PROTECTION

En application de l'article 5 du CCAG TIC, l'exécution du marché peut conduire le titulaire à avoir connaissance d'informations qui doivent rester de diffusion restreinte et ne peuvent être rendues publiques. Le titulaire s'engage à ne faire aucune divulgation, sous quelque forme que ce soit, sans autorisation du pouvoir adjudicateur, de tout élément connu dans le cadre du marché. Le titulaire traite les données à caractère personnel conformément aux dispositions du code des postes et communications électroniques. Chaque membre du groupement pourra prévoir dans chaque bon de commande que certains abonnés ne seront pas mentionnés sur la liste des abonnés ou utilisateurs publiés (liste rouge).

Le titulaire fournit un service permettant aux usagers de s'opposer gratuitement à l'identification de leur numéro ou de leur nom soit appel par appel, soit de façon permanente.

Il est fait interdiction au titulaire :

- ◆ d'utiliser les données à des fins de prospections commerciales,
- ◆ d'utiliser les informations issues de listes d'abonnés dans les opérations commerciales par voie postale, et/ou de télécommunication, à l'exception des opérations concernant l'exécution des marchés

ARTICLE 14. OBLIGATION À L'ISSUE DE L'ACCORD-CADRE

14.1. CLAUSE DE TRANSFÉRABILITÉ

En fin de contrat, le titulaire doit coopérer avec le service adjudicateur ou avec tout tiers désigné par celui-ci pour assurer une reprise rapide des prestations et sans désagréments pour les utilisateurs.

Notification de cette clause peut être mise en œuvre par le pouvoir adjudicateur, soit dans le cadre de la résiliation anticipée du contrat soit à l'achèvement à date du contrat.

Le titulaire, en concertation étroite avec l'opérateur retenu et le pouvoir adjudicateur doit remettre dans un délai d'un mois, après émission du bon de commande correspondant, le plan de réversibilité relatif au présent marché ainsi que tout document permettant l'exécution de la démarche. Le plan d'une durée maximale de deux (2) mois, devra prévoir la défaillance du ou des nouveaux fournisseurs. Le cas échéant, le titulaire devra réaliser l'ensemble des opérations nécessaires à la portabilité des numéros d'appels et le déblocage des terminaux, y compris pour les lignes commandées quelques jours avant la fin de marché.

Ce plan doit prendre en compte la période de transfert de la prestation chez un autre opérateur et doit être exécuté sous la responsabilité du présent titulaire et du nouvel opérateur. Autant de réunions que nécessaire seront organisées auxquelles des représentants du titulaire seront tenus d'assister.

Pendant la période de réversibilité, les prestations seront assurées soit totalement soit partiellement par le titulaire, conformément au présent marché. Le règlement des prestations correspondantes se fera dans les conditions prévues au marché, au prorata du temps effectivement exécuté.

ARTICLE 15. RÉSILIATION

Le Chapitre 8 du CCAG TIC relatif à la résiliation du marché, est applicable.

Le marché peut également être résilié dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

Outre les cas de résiliation prévus au CCAG TIC, l'accord-cadre peut être résilié pour les motifs indiqués dans le présent CCAP : manquement grave et répété à l'engagement d'insertion, aux obligations environnementales, au non-respect du RGPD, etc ...

Par dérogation à l'article 51 du CCAG TIC, en cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général, le titulaire n'a pas le droit à une indemnité de résiliation.

15.1.1. Exécution aux frais et risques du titulaire

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG TIC.

ARTICLE 16. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

16.1. MESURES D'ORDRE SOCIAL - APPLICATION DE LA RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RPA, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RPA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 50 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les co-traitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée **tous les six mois**, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

16.2. DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS D'INTERVENANTS ÉTRANGERS OU DE TRAVAILLEURS DÉTACHÉS

16.2.1. Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 9 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

16.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
 - les salariés détachés par ses soins,
 - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.

- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de **huit jours**, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 54.3 du CCAG TIC.

16.2.3. Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du code de la commande publique, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 16.3 ci-dessous.

16.3. ASSURANCES

- Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution.
- Les titulaires sont tenus de faire assurer à leurs frais, préalablement à la mise à leur disposition en tant qu'ils en disposent, les matériels, les objets et les approvisionnements qui leur ont été confiés ou dont ils ont la garde.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 9.2 du CCAG TIC, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations au pouvoir adjudicateur dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande du pouvoir adjudicateur, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants. Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

16.4. NORMES – RÈGLEMENTS – AGRÈMENTS

Le titulaire se conforme aux normes techniques nationales et internationales. Le titulaire opérateur de télécommunications est tenu de respecter les textes réglementant les services téléphoniques au public, notamment les dispositions relatives au cahier des charges figurant dans le décret n°96-1175 du 27 décembre 1996 relatif aux clauses types des cahiers des charges associés aux autorisations attribuées en application des articles L33-1 et L34-1 du code des postes et communications électroniques

16.5. CLAUSES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES

16.5.1. Clauses sociales

Les dispositions correspondantes figurent à l'annexe 1 du CCAP – Clauses sociales.

16.5.2. Clauses environnementales

Le titulaire veille à respecter le code de l'environnement et à mettre en œuvre localement au sein de son entreprise un comportement éco-responsable (partenariat avec une entreprise de recyclage, écolabel, etc.) conformément aux spécifications énoncées dans le CCTP.

Afin de poursuivre les objectifs assignés à l'État au titre des achats responsables, l'Acheteur fait usage des articles R.2110-10 et L.2112-2 du code de la commande publique en prévoyant des spécifications techniques et conditions d'exécution à caractère environnemental.

Le Secrétariat Général Commun de la Réunion et les membres du groupement de commandes sont particulièrement attentifs à la qualité environnementale des prestations objet du marché et soutiennent les politiques publiques de protection et de valorisation de l'environnement.

Le présent marché fixe des prescriptions environnementales conformément aux articles suivants :

- L2111-2 du Code de la Commande Publique ;
- Les articles 55 et 58 de la loi AGECE ;

- L'article 15 de la loi REEN qui vient compléter l'article 55 de la loi AGECE ;
- L'article L. 541-1-1 du Code de l'environnement ;
- Le décret d'application du 21 février 2024 ;
- L'arrêté du 29 février 2024 ;
- L'arrêté du 29 février 2024 ;
- L'arrêté du 3 décembre 2021 ;
- La directive 2012/19/UE du Parlement Européen et du Conseil du 4 juillet 2012.

L'exécution des prestations objet du marché s'inscrit dans le respect des textes suivants :

- Loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte
- Loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire
- Loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets
- Loi n° 2021-485 du 15 novembre 2021 visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France
- Circulaire n°6145/SG du 25 février 2020 portant engagements de l'Etat pour des services publics écoresponsables.

La concentration massique (exprimée en %) de métaux lourds présents dans chaque type de matériau homogène composant les produits est autant que possible nulle. À défaut, elle ne dépasse pas les limites maximales prévues par la directive 2011/65/UE dite RoHS II (Restriction of the use of certain Hazardous Substances) modifiée.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à respecter les règles européennes en matière d'enregistrement, d'évaluation et d'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH : Registration, Evaluation, Authorisation and Restriction of CHemicals), règlement (CE) n°1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006. Il s'assure également du respect et de la conformité des matériels à la réglementation relative à la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques (ROHS, Restriction of the Use of Certain Hazardous Substances).

Qualité environnementale des produits proposés

Le titulaire propose les solutions les plus performantes sur le plan environnemental et limite les impacts environnementaux des prestations qu'il exécute. En particulier, les objectifs suivants sont poursuivis :

- économies de ressources et exploitation responsable des matières premières ;
- éco-conception des produits ;
- diminution de l'impact des matériels pendant leur phase d'utilisation (notamment économie d'énergie)
- allongement de la durée d'usage des matériels ;
- économie circulaire privilégiant la prévention de la production de déchets par le réemploi et la réutilisation ;
- gestion responsable des déchets produits par les prestations.

Les équipements (téléphones, accessoires, ...) devront être fabriqués à partir de matériaux recyclables ou durables, conformément aux normes environnementales en vigueur.

Les soumissionnaires proposeront des appareils à faible consommation d'énergie, répondant à des certifications environnementales reconnues. Ils devront également garantir que les équipements respectent les normes de performance énergétique les plus élevées disponibles sur le marché.

Pour les gammes de téléphone où il est fait référence à un indice de réparabilité, celui-ci est calculé, noté et affiché selon les textes en vigueur suivants :

- Décret n°2020-1757 du 29 décembre 2020 relatif à l'indice de réparabilité des équipements électriques et électroniques (<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000042837821>)
- Arrêté du 29 décembre 2020 relatif aux modalités d'affichage, à la signalétique et aux paramètres généraux de calcul de l'indice de réparabilité (<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000042838100>)
- Arrêté du 29 décembre 2020 relatif aux critères, aux sous-critères et au système de notation pour le calcul et l'affichage de l'indice de réparabilité des téléphones mobiles multifonctions (<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000042838138>)

Conformément à l'article L541-9-2 du code de l'environnement, le titulaire est tenu de fournir au moment de l'acte d'achat et sans frais supplémentaire, par voie de marquage, d'étiquetage, d'affichage ou par tout autre procédé approprié, l'indice de durabilité des gammes de téléphones du catalogue du titulaire.

L'acheteur souhaite disposer de l'information la plus transparente possible en matière de qualité environnementale des produits des gammes sus-citées.

Cette information concerne les caractéristiques suivantes des produits à chaque fois que possible :

- l'incorporation de matière recyclée, et le taux associé,
- l'emploi de ressources renouvelables,
- la durée de vie (au-delà de la période de garantie),
- la réparabilité,
- les possibilités de réemploi,
- la recyclabilité,
- la présence de substances dangereuses, de métaux précieux ou de terres rares,
- les dispositifs d'économie d'énergie associés au produit,
- la disponibilité des pièces détachées,
- toute autre information attestant du caractère éco-responsable du produit.

Le titulaire se conforme par ailleurs à toute nouvelle obligation liée à l'évolution de la réglementation notamment dans le cadre de la loi relative à la lutte contre le gaspillage et pour l'économie circulaire (dite loi « AGECE »).

Le titulaire communique annuellement, la quantité de matériel commandé et le montant des dépenses par service bénéficiaire :

- La part de produits issus du réemploi ou de la réutilisation ;
- La part de produits intégrant des matières recyclées.

Ce reporting porte sur les données de consommation relatives à l'année N-1 et est transmis à l'acheteur au plus tard le 31 janvier de l'année N.

Gestion de fin de vie des équipements électriques et électroniques

En cas de reprise des mobiles (à titre non onéreux), accessoires et batteries usagés sur demande de l'acheteur, le titulaire assure le traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) dans les conditions définies par la réglementation en vigueur relative à la responsabilité élargie du producteur (REP) selon la hiérarchie des modes de traitement décrite à l'article L.541-1 du code de l'environnement :

1. Préparation en vue de la réutilisation
2. Recyclage
3. Toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique
4. En dernier recours, élimination.

Le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations de collecte, transport, entreposage, tris éventuels, traitement et de l'évacuation des déchets créés par les prestations objets du présent marché vers les sites susceptibles de les recevoir conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est tenu de produire, à la demande de l'acheteur, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation, qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences réglementaires, notamment en ce qui concerne les déchets dangereux.

En cas de non-communication de ces éléments, et après une mise en demeure restée infructueuse, l'acheteur se réserve le droit d'appliquer les pénalités prévues dans le présent CCAP.

Lorsque la réglementation évolue lors de l'exécution du marché, le titulaire s'y conforme et communique au Service Interministériel de l'Achat Public de la Réunion les mesures mises en œuvre.

Transport et livraison

Pour l'exécution des prestations, le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits proposés.

La planification du transport de ces marchandises doit permettre, lorsque cela est compatible avec les besoins de l'acheteur, d'éviter la circulation pendant les heures de pointe. Le titulaire privilégie le transport groupé des marchandises objet du présent accord-cadre afin de réduire les déplacements des véhicules de livraison. Il favorise les modes de transport les plus respectueux de l'environnement notamment les véhicules à faibles émissions, les modes de transports doux ou alternatifs à la route.

En cas de mobilisation de sa propre flotte de véhicules, le titulaire veille à ce que l'ensemble des conducteurs mobilisés sur le marché soit formés à l'écoconduite.

ARTICLE 17. SOUS-TRAITANCE

Le titulaire est autorisé à sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations d'un montant supérieur à 600 euros (article R2193-10 du code de la commande publique).

L'entreprise sous-traitante doit obligatoirement être acceptée préalablement à son intervention et ses conditions de paiement agréées par le service bénéficiaire de l'accord-cadre.

La présentation du sous-traitant peut intervenir au stade du dépôt de la candidature et de l'offre. En cours d'exécution du marché, les déclarations de sous-traitance sont soumises au formalisme décrit aux articles R. 2193-3 à 22 du code de la commande publique. Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R. 2193-1 du code de la commande publique, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 10 du CCAP.

L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance font l'objet d'un acte spécial téléchargeable sur le site :

http://www.economie.gouv.fr/directions_services/daj/marches_publics/formulaire.

Cela consiste à demander au service bénéficiaire de l'accord-cadre, l'établissement d'un acte spécial. La présentation s'effectue grâce au formulaire DC4.

Toute sous-traitance occulte peut être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques du titulaire du marché.

ARTICLE 18. CLAUSE DE RÉEXAMEN

En cas d'évolution technique ayant un impact majeur sur les prestations, le marché pourra être modifié en application de l'article R2194-1 du code de la commande publique.

L'acheteur prévoit la possibilité pour les parties de réexaminer, durant l'exécution du marché, certaines spécifications et/ou caractéristiques techniques des prestations.

Ainsi, au minimum un mois (1) avant la date d'anniversaire du marché, l'acheteur organisera une rencontre avec le titulaire pour discuter de la mise à jour des prestations objet du marché. Il pourra notamment s'agir de :

- l'actualisation de nouveaux forfaits ;
- l'actualisation de nouvelles technologies et/ou de services associés ;
- le changement de la réglementation ;
- modifications et/ou des ajouts de matériel(s) ...

Modifications et ajouts de matériel(s) et/ou de services(s) associée(s) à l'initiative du titulaire

En cours d'exécution du marché, le titulaire peut proposer des modifications et/ou des ajouts du (des) matériel(s), des services et des prestations objet du marché afin de faire suite à des évolutions d'ordre technique, technologique, d'obsolescence et de disponibilité. L'acheteur n'est pas tenu d'y faire droit.

Conformément aux dispositions de l'article L. 2194-1 du CCP, ces modifications et/ou ajouts ne peuvent avoir pour effet de changer la nature globale du marché.

Conformément à l'article R.2164-1 du code et en cas d'accord avec les parties, un avenant sera conclu pour acter ces modifications. Ce dernier devra être notifié avant la date d'anniversaire du marché.

Les modifications du contrat seront également passées dans le respect des dispositions des articles R. 2194-1 à R. 2194-10 du Code de la commande publique.

En application des articles R.2194-1 et R.2194-6 2° du Code de la commande publique, le présent accord-cadre peut être modifié quel que soit le montant de la modification, dans les circonstances suivantes :

- Cession du contrat au profit d'un nouveau titulaire dans le cas d'une restructuration de l'entreprise titulaire à condition que cette modification n'entraîne aucune modification substantielle du présent accord-cadre et que l'opérateur économique présenté remplisse les critères de sélection initiale.
- En cas d'événement extérieur aux parties, imprévisible et bouleversant temporairement l'équilibre du contrat (crise sanitaire par exemple), une modification de l'accord-cadre pourra être envisagée afin d'y remédier. Ces modifications ne sauraient changer la nature globale du contrat et devront être justifiées par un lien de causalité entre les conséquences de l'événement rencontré et le besoin de modifier le contrat, ainsi que le caractère strictement nécessaire des modifications apportées au contrat.

Les modifications suivantes sont susceptibles d'intervenir et d'entraîner une modification du contrat selon l'article R2194-1 :

18.1. IMPRÉVISION ET CIRCONSTANCES IMPRÉVUES

Obligation d'information

En cas d'évènement imprévisible et extérieur aux parties survenant en cours d'exécution, notamment d'ordre sanitaire, climatique ou économique, le titulaire doit informer le pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais des difficultés qu'il rencontre et qui sont liées à cet évènement.

Le titulaire doit exposer par écrit l'impact de l'évènement sur sa capacité à remplir ses obligations et s'engage à fournir les justificatifs démontrant que les difficultés qu'il rencontre sont strictement liées à cet évènement.

18.2. MODALITÉS DE POURSUITE DU CONTRAT

Modification des conditions d'exécution

Conformément à l'article R.2194-5 du Code de la commande publique, des circonstances imprévues peuvent justifier la modification du périmètre des prestations ou l'adaptation des conditions d'exécution du marché. La modification, actée par voie d'avenant, peut notamment prendre la forme :

- d'une prolongation de la durée du marché si le marché arrive à échéance pendant l'évènement imprévisible et qu'une remise en concurrence ne peut être réalisée dans des conditions raisonnables ;
- d'une augmentation du volume maximum contractuel dès lors que l'organisation d'une procédure de mise en concurrence ne peut être mise en œuvre dans des conditions raisonnables si l'évènement ou la circonstance imprévisible a pour conséquence d'exposer les établissements à un besoin immédiat de surcroît de commande.

Le montant de la modification ne pourra être supérieur à 50% du montant initial, le montant initial étant calculé sur la base du volume maximum contractuel de chaque lot.

Indemnisation au titre de l'imprévision pouvant prendre la forme d'une modification temporaire des prix

Pour chaque lot, le titulaire du marché pourra formuler une demande d'indemnisation prenant la forme d'une modification temporaire des prix dès lors que cette modification est nécessaire à la poursuite du contrat dans les conditions de l'offre initiale.

L'acceptation de cette modification par le pouvoir adjudicateur sera subordonnée à la production par le titulaire des justificatifs permettant de caractériser un bouleversement de l'économie générale du contrat.

À ce titre, il devra notamment justifier de la différence entre sa marge bénéficiaire nette au moment où il a remis son offre et au moment où l'évènement survient, ainsi que de l'importance des charges extra contractuelles supportées du seul fait de l'évènement imprévisible.

Il est entendu que l'indemnisation, prenant la forme d'une modification temporaire des prix, ne doit pas avoir pour effet de faire supporter la totalité de la perte au pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur analysera le bien-fondé de cette demande sur la base des justificatifs transmis et se réserve la possibilité de refuser cette demande si les éléments apportés ne sont pas suffisants pour justifier une indemnisation au regard de la réglementation en vigueur.

L'indemnisation prendra la forme d'une modification provisoire des prix du marché, par voie d'avenant, pour une durée limitée à la période de déséquilibre financier du marché dûment justifié, et en tout état de cause sans que la période de modification des prix ne puisse excéder 6 mois.

Au-delà de ce délai, les prix de l'offre initiale s'appliqueront de nouveau.

En tout état de cause :

- Aucune augmentation de prix ne peut être imposée unilatéralement par le Titulaire, ni au pouvoir adjudicateur ni aux établissements : les prix contractuels du marché demeurent en vigueur dans l'attente de l'avenant signé par le pouvoir adjudicateur ;
- Le Titulaire ne peut refuser d'approvisionner les établissements au motif que les prix n'ont pas été modifiés.

Il est rappelé au titulaire qu'afin d'analyser une demande de réexamen lié à des augmentations de coûts, l'Acheteur peut solliciter tous documents financiers permettant de justifier la demande initiale.

18.3. MODALITÉS DE SUSPENSION DU CONTRAT

En cas d'impossibilité temporaire d'exécuter le contrat du fait de la survenance d'évènement imprévisible ou d'une circonstance imprévue, le pouvoir adjudicateur peut suspendre l'exécution du contrat sur décision notifiée au titulaire.

Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnisation.

Dans ce cadre, un marché de substitution pour la même prestation, auprès d'un autre fournisseur pourra être conclu pour la durée de la crise dans le respect des règles de la commande publique en vigueur au moment de la crise. Le marché de substitution ne sera pas exécuté aux frais et risques du titulaire.

Les conditions d'exécution du marché lors de la reprise et les modalités de paiement seront définies par avenant à la fin de la période de crise.

ARTICLE 19. CLAUSE DE PROGRÈS

Les titulaires du marché sont invités à porter à la connaissance de l'acheteur toute nouvelle labellisation dont pourrait bénéficier les équipements objet du marché et ce durant toute la période d'exécution de ce dernier, étant entendu que cette nouvelle certification constitue un niveau supérieur d'exigence en matière de performance environnementale par rapport à celle dont bénéficie l'équipement au moment de l'attribution du marché.

De même, le titulaire est invité à proposer à l'acheteur, tout au long de l'exécution du marché, toute innovation apportée aux matériels et, susceptible de constituer une progression de la qualité environnementale de son offre (augmentation du taux de matériaux recyclés, offre en produits reconditionnés, performance énergétique accrue, etc.).

Dans un souci de promotion de l'économie circulaire, le titulaire est invité à présenter durant toute la durée d'exécution du marché, toute nouvelle offre en matériel issu du réemploi ou de la réutilisation ou comportant des matières recyclées.

ARTICLE 20. RGPD

20.1. PRÉCISIONS TERMINOLOGIQUES

Pour l'application du présent article, le responsable de traitement au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, «règlement général sur la protection des données » ou RGPD) est l'acheteur et le sous-traitant est le titulaire du marché public.

Le présent article a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire du marché public s'engage à effectuer pour le compte de l'acheteur les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre du présent marché public, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le RGPD et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

20.2. DESCRIPTION DU TRAITEMENT DE DONNÉES À CARACTÈRES PERSONNEL

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur, pour la durée du présent marché public, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations suivantes : traitement des commandes, traitement des bons de livraisons/retraits, traitement des factures, gestion des séances de formation.

La nature des opérations réalisées sur les données est réception des données, stockage des données, transmission des données aux différents acteurs intervenants dans l'exécution de l'accord-cadre (cotraitants, sous-traitants, fournisseurs).

La ou les finalité(s) du traitement sont :

- ⌚ communication entre le titulaire et les bénéficiaires (courriers, courriels, messages, sms, appels téléphoniques)
- ⌚ production de logs, statistiques et reportings de productions, de maintenance, d'indicateurs de pilotage

Les types de données à caractère personnel traitées sont :

- ⌚ numéros de téléphone fixes et mobiles
- ⌚ adresses (géographiques, courriels)
- ⌚ nom / prénom / adresse / fonction

Les catégories de personnes concernées sont les personnes physiques bénéficiaires directes ou intervenant dans les divers processus relatifs à l'exécution de l'accord-cadre.

20.3. OBLIGATIONS DU TITULAIRE VIS-À-VIS DE L'ACHETEUR (ARTICLE 28.3 DU RGPD)

Le titulaire du marché public s'engage, notamment, à :

1. traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet du présent marché public
2. traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur. Si le titulaire considère qu'une instruction est donnée en violation du règlement général sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des États membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur
3. si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers (hors de l'Union européenne) ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'État membre auquel il est soumis, il doit informer l'acheteur de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information
4. garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché public
5. veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché public :
 - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel
6. prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

20.3.1. Confidentialité et secret des affaires

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur ou du bénéficiaire, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

Le bénéficiaire ou l'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire. Cette interdiction ne prend pas fin à l'issue de l'accord-cadre.

Le titulaire consent, en application de l'article L. 151-5 du code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution de l'accord-cadre puissent être divulgués par l'acheteur à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une mission de conseil ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un accord-cadre de substitution.

L'acheteur s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires.

L'acheteur informe le titulaire par écrit 15 jours avant de divulguer de telles informations, en précisant le motif, la durée ainsi que les informations et documents concernés.

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire est tenu de déclarer sans délai à l'acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

20.4. SOUS-TRAITANCE DES ACTIVITÉS DE TRAITEMENT (ARTICLES 28.2 ET 28.4 DU RGPD)

Lorsque le titulaire fait appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du marché public. L'acheteur doit donner au titulaire son autorisation écrite préalable, spécifique ou générale, au recrutement d'un sous-traitant (au sens commande publique).

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent (téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

20.5. DROIT D'INFORMATION ET EXERCICE DES PERSONNES CONCERNÉES PAR LE TRAITEMENT (ARTICLES 13 À 15 DU RGPD)

Il appartient au titulaire de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

La formulation et le format de l'information doivent être convenus avec l'acheteur avant la collecte de données. Le titulaire doit répondre, au nom et pour le compte de l'acheteur et dans les délais prévus par le règlement général sur la protection des données, aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits.

20.6. NOTIFICATION DES VIOLATIONS DE DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL (ARTICLE 33 DU RGPD)

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai de cinq (5) heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant : courrier électronique. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente (en l'occurrence, à la Commission nationale de l'informatique et des libertés, CNIL) si possible 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance.

Après accord écrit de l'acheteur, le titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente, au nom et pour le compte de l'acheteur, les violations de données à caractère personnel dans un délai maximum de quatre (4) heures à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que l'acheteur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord écrit de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte de l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;

- la description des mesures prises ou que l'acheteur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

20.7. AIDE DU TITULAIRE DANS LE CADRE DU RESPECT PAR L'ACHETEUR DE SES OBLIGATIONS

Le titulaire aide l'acheteur :

- à la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données
- à la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle

20.8. MESURES DE SÉCURITÉ

Le titulaire met en œuvre toutes les mesures techniques et organisationnelles garantissant un niveau de sécurité adapté au risque, y compris :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, analyser et évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Le titulaire met en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- sensibiliser les utilisateurs ;
- authentifier les utilisateurs ;
- gérer les habilitations ;
- tracer les accès et gérer les incidents ;
- sécuriser les postes de travail ;
- sécuriser l'informatique mobile ;
- protéger le réseau informatique interne ;
- sécuriser les serveurs ;
- sécuriser les sites web ;
- sauvegarder et prévoir la continuité d'activité ;
- archiver de manière sécurisée ;
- encadrer la maintenance et la destruction des données ;
- gérer la sous-traitance ;
- sécuriser les échanges avec d'autres organismes ;
- protéger les locaux ;
- encadrer les développements informatiques ;
- chiffrer, garantir l'intégrité ou signer.

20.9. SORT DES DONNÉES (ARTICLE 28.3.G DU RGPD)

Au terme de l'exécution du présent marché public, et selon le choix de l'acheteur, le titulaire doit renvoyer toutes les données à caractère personnel à l'acheteur ou au tiers désigné par l'acheteur

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire, et le cas échéant, du ou de ses sous-traitants. Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction

20.10. DÉLÉGUÉ À LA PROTECTION DES DONNÉES (ARTICLES 37 À 39 DU RGPD)

Le titulaire communique à l'acheteur dès la notification du marché public le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données, ou, à défaut, l'identité et les coordonnées d'un point de contact dédié à ces questions.

20.11. REGISTRE DES ACTIVITÉS DE TRAITEMENT (ARTICLE 30 DU RGPD)

Le titulaire tient par écrit un registre de toutes les activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

1. le nom et les coordonnées de l'acheteur pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
2. les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur ;

3. le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement général sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;

4. dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, notamment, selon les besoins :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

20.12. DOCUMENTATION (ARTICLE 28.3.H DU RGPD)

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre, le cas échéant, la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un auditeur mandaté par lui, et contribuer à ces audits.

20.13. OBLIGATIONS DE L'ACHETEUR VIS-À-VIS DU TITULAIRE

L'acheteur s'engage à :

- fournir au titulaire les données visées dans la clause relative à la « Description du traitement de données à caractères personnel »
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le RGPD et par la loi Informatique et Libertés de la part du titulaire
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire

ARTICLE 21. RÉALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES

L'acheteur se réserve la possibilité de confier au titulaire la réalisation de prestations similaires à celles du présent marché, après passation d'un ou de plusieurs marchés négociés en application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du code de la commande publique, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 6.3 (assurances).

ARTICLE 22. RÈGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Saint Denis (Réunion) est compétent en la matière.

ARTICLE 23. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations au CCAG TIC sont les suivantes :

CCAP 3	déroge à l'article	4.1 du CCAG TIC
CCAP 8.3	déroge à l'article	10.2.4 du CCAG TIC
CCAP 10.2	déroge à l'article	11.1 du CCAG TIC
CCAP 12	déroge aux articles	14.1, 14.1.3 et 16.1.5 du CCAG TIC
CCAP 15	déroge à l'article	51 du CCAG TIC
CCAP 16.3	déroge à l'article	9.2 du CCAG TIC